Jean-Philippe WARREN

Full Time Faculty Associate Professor
Concordia University Research Chair

(2008)

“Faire violence aux violents.
*Fernand Dumont et la question
du terrorisme contemporain*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Philippe Warren

"Faire violence aux violents. Fernand Dumont et la question du terrorisme contemporain".

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal, édition du samedi 22 mars 2008, page B6 —Philosophie : le devoir de philo.

L'auteur nous a accordé le 22 mars 2008 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : jphwarren@aol.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 24 mars 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean-Philippe Warren (2008)

“Faire violence aux violents. Fernand Dumont et la question du terrorisme contemporain”.

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal, édition du samedi 22 mars 2008, page B6 —Philosophie : le devoir de philo.

Table des matières

[Introduction](#)

[Une société violente ?](#)

[Le cas d'Octobre 70](#)

[Quelle morale pour notre monde ?](#)

Jean-Philippe Warren *

“Faire violence aux violents.
Fernand Dumont et la question du terrorisme contemporain”.

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal, édition du samedi 22 mars 2008, page B6 —Philosophie : le devoir de philo.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il y a deux ans maintenant, Le Devoir a lancé un défi aux professeurs de philosophie, ainsi qu'à d'autres auteurs passionnés d'idées et d'histoire des idées, de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Aujourd'hui, Fernand Dumont, dont l'oeuvre immense « déborde à la fois sur la sociologie, la philosophie, la littérature, l'économie, la science politique et la théologie ».

Mots clés : Fernand Dumont, Forces armées, Irak (pays), Québec (province)

Courriel : jphwarren@sympatico.ca

On a souligné cette semaine le cinquième anniversaire de l'invasion américaine en Irak. Cette guerre qui devait mettre fin au terrorisme n'a certainement pas atteint son but: les attentats frappent un peu partout en Irak, inondant nos journaux et nos écrans de télévision

* Jean-Philippe Warren, Professeur à l'université Concordia et titulaire de la chaire Concordia d'études sur le Québec, l'auteur s'apprête à publier *Une douce anarchie - Les années 68 au Québec* (Boréal).

d'images sanglantes. Qu'en dirait Fernand Dumont ? Que dirait-il plus précisément sur la légitimité de la violence comme forme d'intervention politique ?

QUE DIRAIT DUMONT SUR LA LÉGITIMITÉ DE LA VIOLENCE COMME FORME D'INTERVENTION POLITIQUE ?

Jean-Philippe Warren : « Il n'est pas question, déclarait Jean-Paul Sartre, que vous obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste au Québec. Donc, il faut évidemment que ce soit à l'intérieur de la violence, je ne dis pas ça de gaîté de coeur, c'est ainsi partout. » Fernand Dumont n'était pas de cet avis.

Un des plus grands intellectuels québécois du XXe siècle, Fernand Dumont (1927-1997), à l'Université Laval, est l'auteur d'une oeuvre immense qui déborde à la fois sur la sociologie, la philosophie, la littérature, l'économie, la science politique et la théologie. Il y a peu de sujets qu'il n'ait pas traités d'une manière ou d'une autre.

À propos de la violence politique, Dumont commencerait, j'en suis certain, par rappeler que l'histoire du Québec est riche d'enseigne-

ments pour qui cherche à mieux comprendre le phénomène de la violence politique. Dumont aimait à dire qu'il ne s'agissait pas tant de penser le Québec que de penser à partir du Québec. Ce petit coin de pays recèle de véritables leçons universelles.

Car il faut bien l'avouer, le dictionnaire, dans le cas présent, n'est d'aucun secours. Il n'existe guère de définition consensuelle de l'expression « violence politique » : selon qu'on adopte tel ou tel point de vue, le sens de la notion change radicalement.

Il est facile de citer des cas ambigus. Dumont donnait l'exemple de la fête nationale du 24 juin 1968. Ce jour-là, de jeunes contestataires ont lancé des bouteilles vers l'estrade où se trouvait assis, entre autres, Pierre Elliott Trudeau.

Des journalistes n'ont pas hésité à condamner la gratuité de ces gestes à la veille d'un scrutin démocratique. Mais par ailleurs, la répression policière fut telle qu'on a baptisé cette journée le « lundi de la matraque ». De quel côté, demandait Dumont, se trouvait donc la plus grande violence? Bien malin celui qui aurait pu le dire avec quelque impartialité.

D'autres cas semblent se présenter sans la moindre ambivalence. Dumont évoquait l'invasion d'un pays par des armées étrangères. Là, la résistance semble légitime. Quand le pouvoir se dénude au point de n'avoir pour justification que la force brute, alors les populations civiles ont le droit, sinon le devoir, de se révolter par les armes. Le problème, notait Dumont, c'est que, la plupart du temps, elles ne sont justement pas en mesure de le faire.

Nous aboutissons donc à un curieux paradoxe: dans une société démocratique, où l'activité policière reste soumise à certaines règles, la violence paraît la moins nécessaire mais aussi la plus fructueuse (ne serait-ce que sur le plan médiatique). En revanche, dans une société

totalitaire, où la violence s'avère la plus justifiée, elle se révèle en même temps assez inefficace.

Fernand Dumont dans le cadre de l'émission 100 Québécois qui ont fait le XXe siècle, en 2006 à Télé-Québec. Il y a peu de sujets qu'il n'ait pas traités d'une manière ou d'une autre.

Les régimes autoritaires ont souvent été ébranlés puis renversés par des mouvements pacifistes qui distribuaient des fleurs -- plutôt que des balles -- aux militaires. À l'inverse, des mouvements terroristes ont souvent servi à renforcer un pouvoir qui trouvait dans leurs actes subversifs le prétexte suffisant à une répression toujours plus lourde.

Une société violente ?

[Retour à la table des matières](#)

Voilà donc une première ambiguïté, qu'il nous faut lever. Mais Fernand Dumont allait plus loin. Il rappelait que toute société repose sur une certaine violence. Les jets de pierres, les incendies de voitures, les arrestations arbitraires et les emprisonnements politiques ne sont que les formes les plus explicites d'une violence qui traverse l'ordre social tout entier.

La démocratie ne fait pas exception. Ce n'est pas parce que les citoyens reçoivent le droit de vote que toute violence disparaît comme par magie du paysage économique et social.

**CE N'EST PAS PARCE QUE LES CI-
TOYENS REÇOIVENT LE DROIT DE
VOTE QUE TOUTE VIOLENCE DISPA-
RAÎT.**

Dumont donnait l'exemple de l'usine. Payés des salaires de misère pendant que leurs employeurs engrangent des fortunes, les ouvriers qui travaillent dans «les grosses usines du silence», pour reprendre une expression du professeur de l'Université Laval, sont soumis à une exploitation et à une aliénation qui, pour être acceptées et légales, n'en sont pas moins éprouvantes.

Il est vrai qu'aujourd'hui, nous nous sommes habitués à vivre avec des taux de chômage élevés et des centaines de milliers de personnes qui s'accrochent à leurs chèques d'assurance sociale. Mais dans les années 1960, alors qu'une société d'abondance produisait de l'exclusion à la tonne et que l'ancienne morale chrétienne s'écroulait (« Dieu doit t'aimer pour te faire souffrir comme ça »), de nombreux observateurs s'offusquaient de voir les dividendes du progrès si inégalement répartis. Ils ne toléraient pas une telle « violence institutionnalisée ».

Par exemple, en septembre 1970, des manifestants étaient descendus dans les rues de Saint-Jérôme pour crier leur frustration devant les ratés du capitalisme. Leur rassemblement avait rapidement dégénéré en bagarre de rue.

Un témoin raconte: «Le soir, dans le centre de la ville, on s'en est donné à coeur joie: la manifestation qui se voulait une réponse à la violence quotidienne du système (chômage, mises à pied, assistance sociale) s'est déroulée comme une soirée de justice populaire. Des cocktails Molotov ont fait éclater les vitres de trois compagnies de finance, du bureau d'assurance-chômage et d'un antisindicaliste notoire.»

La manifestation s'était terminée devant la maison du maire quand un imposant corps de policiers avait matraqué à qui mieux mieux les personnes présentes.

Il nous paraît aujourd'hui aberrant de vouloir justifier de telles actions de vandalisme. Nous n'acceptons plus que des gens puissent se faire justice au déni du droit. Toutefois, que notre société soit plus pacifiée ne signifie pas nécessairement qu'elle soit plus pacifique. L'absence de révolte ouverte ne peut pas servir de bon indicateur du degré de justice. Dans les anciens pays esclavagistes, on comptait peu de soulèvements d'esclaves...

Le cas d'Octobre 70

[Retour à la table des matières](#)

La violence, pour Fernand Dumont, n'est donc pas seulement une affaire d'armes et d'attentats à la bombe. Une histoire de la violence «cachée» serait aussi à écrire. Il n'en reste pas moins que la violence politique demeure encore aujourd'hui associée à ses formes terroristes.

Le Québec a connu son lot d'actes de terreur. À l'époque où Dumont écrivait, le Québec était plongé dans la tourmente provoquée par le Front de libération du Québec (FLQ). La campagne de « guérilla urbaine » avait culminé, en octobre 1970, avec l'enlèvement de deux personnes et l'assassinat de l'une d'elles, Pierre Laporte, ministre de l'Immigration et ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Certains observateurs étrangers affirmaient que les objectifs visés par les leaders souverainistes entraient trop directement en collision avec ceux des fédéralistes pour qu'il n'y ait pas d'affrontements brutaux entre les deux groupes. «Il n'est pas question, déclarait Jean-Paul Sartre, que vous obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste au Québec. Donc, il faut évidemment que ce soit à l'intérieur de la violence, je ne dis pas ça de gaîté de coeur, c'est ainsi partout.»

Fernand Dumont n'était pas de cet avis. Mais il mettait des conditions à son optimisme. La Crise d'octobre n'était pas pour lui l'expression d'une violence nécessaire; elle révélait à quel point le développement du Québec avait été jusque-là handicapé par deux facteurs principaux.

- D'une part, la rapidité des transformations sociales amorcées par la Révolution tranquille. Les craintes et les rancœurs du peuple québécois n'avaient pas encore trouvé leur langage. La confusion régnait dans les esprits. Le FLQ permettait de lever ces ambiguïtés par un grand coup d'éclat.

Le gouvernement n'avait qu'à brosser en noir ce que les felquistes peignaient en blanc (et vice-versa) pour s'attribuer le beau rôle dans le drame d'une société en quête d'elle-même. Le Québec se donnait ainsi une certaine conscience de soi, quoique ce fût par un raccourci qui cherchait en vain à dépasser les contradictions sans les résoudre.

- D'autre part, les résistances farouches devant les changements réclamés par les groupes nationalistes. Devant les forces contestataires qui prenaient corps dans la société, les gouvernements élus se sont braqués et ont adopté une attitude immédiatement hostile.

Ils ont accusé les prêtres d'avoir manqué de fermeté, les professeurs d'avoir endoctriné la jeunesse, les parents d'avoir semé l'anarchie dans les familles, les intellectuels d'avoir perverti les idées.

Il n'était pas question pour eux d'accueillir les revendications des mouvements populaires. En ces temps sombres, tonnaient-ils, il ne servait à rien de discuter du «sexisme de la liberté».

Aux idées, on doit opposer les idées. Or, pour Dumont, à la veille des événements tragiques d'Octobre 70, les gouvernements avaient abdiqué cette responsabilité. Ils avaient accusé les nationalistes d'être fascistes. Ils avaient voulu faire taire ce qui menaçait leur pouvoir. Pris de frayeur, quelques-uns avaient même annoncé leur intention d'appeler en renfort la soldatesque pour refouler dans l'horreur l'option souverainiste.

Un tel dévoiement de la démocratie québécoise ouvrait la porte aux gestes désespérés. « Une démocratie commence à être malade, affirmait Dumont, [...] quand la parole officielle ne fait plus écho au langage et aux symboles obscurs d'une société; quand elle ne sait plus les apprivoiser dans des dialogues et des projets où les citoyens puissent se reconnaître. »

La violence première, pour Dumont, se trouvait donc dans ce déni de parole. À ses yeux, c'était quand un peuple ne pouvait plus faire entendre son cri dans l'enceinte démocratique que sa douleur pouvait se transformer en dynamite.

Quelle morale pour notre monde?

[Retour à la table des matières](#)

Les enlèvements felquistes n'ont pas eu les résultats escomptés par les membres des cellules Chénier et Libération. Aux yeux de Fernand Dumont, ils avaient au contraire retardé le développement d'une conscience politique. Ils avaient répandu, en plus du sang, « la peur, la haine et la bêtise ».

Pourtant, Dumont ne croyait pas qu'il fallait condamner en bloc le recours à la violence. D'une certaine manière, ce fervent chrétien cherchait à faire violence aux violents. «La morale de la violence, écrivait-il, est à inventer. Jésus-Christ l'avait d'ailleurs laissé entendre. Si on prend trop vite parti contre la violence, on se solidarise avec les pouvoirs. Si on coule trop vite dans la violence, on suggère que la révolte dispense de la révolution. C'est entre ces deux extrêmes qu'une morale devrait se déployer.»

Et comment définir ce moyen terme ? Comment savoir où se situer par rapport aux extrêmes du fanatisme et de la passivité, pour qui veut formuler une morale de la violence ? « De cette morale, continuait habilement Dumont, nous savons heureusement le point de départ et le premier principe : chacun doit se demander pour quelle violence il a déjà pris parti. Faisons-nous une définition de la violence à partir de là. Elle nous sera plus utile que celle des dictionnaires: elle nous jugera. »

Qu'attendons-nous, par conséquent, non pas pour juger les autres mais pour nous juger nous-mêmes ?

Vous êtes d'accord ou non? Vous avez des suggestions, un commentaire?

Écrivez à Antoine Robitaille:
arobitaille@ledevoir.com.

Fin du texte